

Le pouvoir aux travailleurs

14 MAR 1999

N° 63

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- RAPPORT FMI-GOUVERNEMENT IVOIRIEN: UNE SCENE DE MENAGE ENTRE LE MAITRE ET SON VALET	2 - 3
- JACQUEVILLE: SICOR FERMEE POUR CAUSE DE GREVE ..	4 - 5
- COTE D'IVOIRE INGENEERING: TRAVAILLEURS EN GREVE POUR LE PAIEMENT DE LEURS DUS	5
- ETUDIANTS EN LUTTE CONTRE LA DEGRADATION DE LEURS CONDITIONS	6
- LES CROYANCES ET LES SUPERSTITIONS FONT LE JEU DES EXPLOITEURS	7
- DIBONAN, LE MAGICIEN QUI TRANSFORME L'OR EN CUIVRE !	7 - 8
- SIERRA LEONE: UNE GUERRE POUR LE CONTROLE DES DIAMANTS	8 - 9
- UNE RECONNAISSANCE TARDIVE ET HYPOCRITE DE L'ESCLAVAGE COMME CRIME CONTRE L'HUMANITE ...	10 - 11
- IL Y A 80 ANS NAISSAIT L'INTERNATIONALE COMMUNISTE	11 - 12

LA 100 100

100

100 100

THE UNIVERSITY OF

THE UNIVERSITY OF

THE UNIVERSITY OF THE SOUTH PACIFIC

THE UNIVERSITY OF THE SOUTH PACIFIC

PAGE

CHAPTER

1	1	THE UNIVERSITY OF THE SOUTH PACIFIC
2	2	THE UNIVERSITY OF THE SOUTH PACIFIC
3	3	THE UNIVERSITY OF THE SOUTH PACIFIC
4	4	THE UNIVERSITY OF THE SOUTH PACIFIC
5	5	THE UNIVERSITY OF THE SOUTH PACIFIC
6	6	THE UNIVERSITY OF THE SOUTH PACIFIC
7	7	THE UNIVERSITY OF THE SOUTH PACIFIC
8	8	THE UNIVERSITY OF THE SOUTH PACIFIC
9	9	THE UNIVERSITY OF THE SOUTH PACIFIC
10	10	THE UNIVERSITY OF THE SOUTH PACIFIC
11	11	THE UNIVERSITY OF THE SOUTH PACIFIC
12	12	THE UNIVERSITY OF THE SOUTH PACIFIC

**RAPPORT FMI-GOUVERNEMENT IVOIRIEN:
UNE SCENE DE MENAGE ENTRE
LE MAITRE ET SON VALET**

A l'issue d'un séjour à Abidjan du 9 au 18 février dernier, une mission du Fonds Monétaire International (FMI) a constaté dans son rapport que les dépenses budgétaires n'étaient pas "maîtrisées". que la situation des finances publiques était "très préoccupante" et qu'il y a eu "des coupes dans les budgets sociaux". De plus, la mission n'a pas trouvé fiables les statistiques fournies par la Caisse de Stabilisation (Caistab) au sujet de l'exportation du café et du cacao et a relevé des lenteurs sur la mise en application du programme de privatisation. Pour toutes ces raisons, le FMI a eu le "regret de constater que toutes les conditions ne sont pas encore réunies pour pouvoir entamer des négociations" sur le programme 1999.

En effet, après les accords de mars 1998 avec le FMI, qui avaient permis à la Côte d'Ivoire de toucher une première tranche des crédits d'un montant de 167 millions de dollars, une autre ne devrait être versée que si les crédits déjà accordés ont été utilisés conformément aux accords signés. Or les réserves du FMI remettent en cause la possibilité pour la Côte d'Ivoire de percevoir la deuxième tranche des crédits.

Les dirigeants ivoiriens ont rejeté en bloc le rapport du FMI au nom de la "souveraineté" de la Côte d'Ivoire. C'est une façon commode de noyer le poisson en évitant de répondre sur le

fond. Tenteraient-ils d'ailleurs de le faire qu'ils n'arriveraient pas à être convaincants.

Car sur le fond, il est de notoriété publique que les dirigeants de ce pays, à l'instar de leurs compères africains, excellent dans les détournements des fonds publics et autres malversations financières.

De son côté, le FMI cherche à faire croire qu'il se préoccupe de la pauvreté de la population en parlant des "coupes dans les budgets sociaux". Mais c'est lui qui impose partout dans les pays pauvres la politique d'austérité consistant à bloquer les salaires quand ils ne sont pas purement et simplement diminués, à licencier massivement dans la Fonction publique, à sacrifier la santé et l'éducation, en n'y consacrant de moins en moins d'argent!

Et tout cet argent s'en va gonfler justement les caisses des banques occidentales telles que le FMI et la Banque mondiale. Il faut le rappeler, le flux d'argent ne va pas dans le sens des banques occidentales vers les caisses des Etats des pays pauvres, comme tous ces gens (y compris ceux de l'opposition) le laissent entendre -mais bien l'inverse. Aujourd'hui, ce sont plus de 50% du budget de l'Etat ivoirien qui sont consacrés au remboursement des prétendues dettes qui n'ont servi à la limite qu'à enrichir les Houphouët, les Mobutu et autre Bédié.

Alors, même s'il arrive au FMI et au gouvernement ivoirien de ne pas parler d'une seule voix, cela ne doit pas faire oublier qu'ils s'entendent tous les deux comme larrons en foire pour faire payer la note à la population en lui imposant des mesures d'austérité.

**JACQUEVILLE:
SICOR FERMÉE POUR CAUSE DE GREVE**

L'usine SICOR (société ivoirienne de coco rapé) de Jacquville est fermée depuis le 19 février dernier. A l'origine de cette fermeture, une grève des travailleurs pour revendiquer entre autres le paiement des acomptes et une augmentation des salaires.

En effet, tout a commencé par une demande d'avance sur salaire pour le 15 février. La direction a répondu en diminuant de moitié l'acompte demandé par les travailleurs et en annonçant le paiement pour le 17 février. Deux jours avant cette date, les travailleurs ont donné un avertissement par une grève du zèle ayant entraîné (selon la direction) une baisse "au 5ème des résultats habituels". Mais la direction n'a pas tenu compte de cela, tout en sachant que la situation était explosive.

Le 17 février, jour fixé pour le paiement des avances, les travailleurs rappelaient qu'ils voulaient la totalité du montant des avances et non la moitié décidée de façon unilatérale par la direction. Et pour montrer qu'il ne s'agissait pas d'une plaisanterie, ils ont retenu "en otage" le chef du service administratif et le chef du personnel.

Le lendemain, la direction a pris alors au sérieux les travailleurs en payant la totalité des avances. Mais pour les travailleurs, ce n'était pas fini. Ils avaient raison de profiter de la mobilisation générale pour régler d'autres

problèmes que la direction ne voulait pas régler. Ils ont revendiqué aussi "l'application intégrale de 7,5% d'augmentation de salaire décidée depuis deux ans par le gouvernement, le remboursement des prélèvements en cours depuis la privatisation de la SICOR aux travailleurs qui ne désirent pas être actionnaires de la société...", sans compter que la majorité des travailleurs restent cantonnés depuis des années en première catégorie.

Voilà des revendications légitimes, nettes et claires. Mais au lieu d'apporter les réponses que les travailleurs attendaient, la direction tente de se dérober. Elle se contente d'appeler "les travailleurs à se ressaisir et à revenir à de meilleurs sentiments. C'est seulement ainsi que peut être favorisée (...) la réouverture de l'usine, dans l'intérêt de tous".

De leur côté, les travailleurs attendent que la direction revienne "à de meilleurs sentiments" en donnant satisfaction à leurs revendications. L'expérience leur a montré que la direction n'a jamais pris en compte leur intérêt. Et c'est pour cela qu'ils ont décidé défendre eux-mêmes leurs intérêts au moyen de la grève, la seule arme efficace dont ils disposent.

En tentant de briser la grève par la fermeture de l'usine, la direction montre que "l'intérêt de tous" dont elle

parle est une abstraction. C'est en changeant le rapport de force en leur faveur que les travailleurs obligeront la

direction à céder. Ils l'ont déjà obligée à faire un pas en arrière et cela est un signe encourageant.

**COTE D'IVOIRE INGENEERING:
TRAVAILLEURS EN GREVE POUR LE PAIEMENT DE LEURS DUS**

Le 9 mars dernier, les travailleurs de Côte d'Ivoire Ingeneering sont entrés en grève pour revendiquer notamment le paiement régulier de leurs salaires et le respect des engagements pris par la société auprès d'autres partenaires.

Cette société qui est spécialisée dans la tuyauterie, la chaudronnerie et autres travaux similaires, emploie 219 travailleurs. Elle faisait partie de la société Palminindustrie avant de devenir autonome au moment où celle-ci allait être privatisée.

A partir de là, la situation devient de plus en plus difficile pour les travailleurs. Ils ont perdu tous les acquis sociaux dont ils bénéficiaient avant. Par exemple en cas d'accident de travail, ils n'ont droit à aucun soin. Les licenciements sont désormais plus faciles, et donc abusifs. Les salaires tombent très irrégulièrement: par exemple le salaire de décembre a été payé le 22 janvier, celui de janvier le 18 février et celui de février n'est toujours pas encore payé. De plus, la société leur crée d'autres problèmes en ne respectant pas les engagements pris auprès de

certaines partenaires sociaux. Ainsi, la société a prélevé des sommes sur les salaires des travailleurs pendant trois mois afin de rembourser les crédits que la COOPEC (une coopérative d'épargne) leur avait accordés à titre de prêts scolaires lors de la rentrée scolaire dernière (1998); mais les sommes prélevées n'ont pas été reversées à la COOPEC. Autre exemple: les travailleurs ont pris à crédit des appareils électro-ménagers auprès de la SOCAP; mais les sommes prélevées à la source pour le paiement des crédits n'ont pas été reversés à cette société non plus.

C'est donc pour trouver une solution satisfaisante à tous ces problèmes ainsi qu'à celui des versements irréguliers des salaires que les travailleurs se sont mis en grève. Ils sont déterminés. Ils parlent d'une grève illimitée jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

Avoir son dû et un minimum de conditions de travail satisfaisantes, sont des droits élémentaires. Mais même pour obtenir ce strict minimum, les travailleurs n'ont pas d'autres choix que la lutte.

**ETUDIANTS EN LUTTE
CONTRE LA DEGRADATION DE LEURS CONDITIONS**

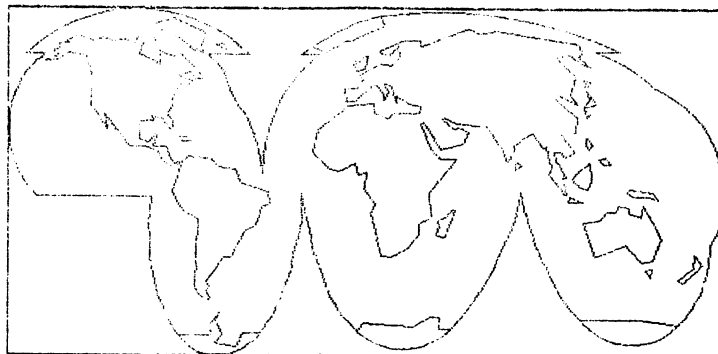
Depuis le 8 mars dernier, les étudiants de l'EPSS (Ecole préparatoire des sciences de la santé) d'Abobo-Adjamé sont en grève, à juste raison, pour manifester leur colère contre la sélection. Sur plus de 2 000 étudiants, moins de 200 seulement, (1/10) passeront en deuxième année.

Le secrétaire général de la FESCI a déclaré devant les étudiants de Bouaké: "*Nous allons paralyser la Côte d'Ivoire*". La lutte, en effet, est la meilleure façon de défendre leurs intérêts. Ceux de l'EPSS, s'ils restent déterminés, ils peuvent obliger

le ministère de l'Education nationale à tenir compte de leurs revendications.

Car ceux qui nous gouvernent sont exclusivement au service des classes possédantes. Ils se moquent de l'avenir des jeunes issus du milieu défavorisé, comme de l'ensemble de la classe laborieuse dont les conditions de vie se dégradent de jour en jour. Et ce n'est que par la force que les masses laborieuses peuvent espérer satisfaire leurs aspirations à une meilleure condition d'existence et à la scolarisation de leurs enfants dans de bonnes conditions.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LES CROYANCES ET LES SUPERSTITIONS FONT LE JEU DES EXPLOITEURS

Un vieux de 68 ans, vivant en Côte d'Ivoire, catalogué comme sorcier, a été condamné à 5 ans de prison ferme pour avoir, paraît-il, tué, à distance, un couturier résidant en France, en lui jetant un sort. Selon l'acte d'accusation, c'est le père de la victime qui serait le commanditaire. Pour payer sa dette à sa confrérie, il aurait sacrifié son fils. Il a donc chargé le vieux sorcier pour éliminer son rejeton. Cette histoire à dormir debout est relatée par le journal "Le Jour" du 11 mars, qui semble croire à ses âneries d'un âge révolu.

Que de nos jours, à la veille du 21^{ème} siècle, un tribunal qui se prétend moderne puisse condamner une personne à une peine de prison pour des pratiques de sorcellerie, illustre bien l'état de l'arriération dans laquelle le

système capitaliste maintient la population.

A l'heure où l'on explore d'autres planètes après avoir marché sur la lune, à l'heure où on continue d'envoyer des satellites dans l'espace, ceux qui nous dirigent cautionnent et propagent les pratiques obscurantistes.

La bourgeoisie ne se contente pas, en effet, de maintenir la grande partie de la population dans la misère. Elle s'appuie et perpétue toutes sortes de croyances pour maintenir les populations pauvres et les travailleurs dans l'ignorance afin de mieux les dominer. Et les prétendus "intellectuels" qui croient à ces imbécillités, comme ceux du journal "Le Jour", font en réalité le jeu du pouvoir et des exploiters.

DIBONAN, LE MAGICIEN QUI TRANSFORME L'OR EN CUIVRE !

Le "miracle ivoirien" tant attendu se serait-il produit? 40 kg d'or se sont transformés... en cuivre. Et ce miracle, c'est Dibonan, le ministre de la sécurité lui-même qui l'aurait réalisé.

Il y a trois semaines, des policiers de l'aéroport d'Abidjan auraient saisi 40 kg d'or. Une fois n'est pas coutume, ils n'ont pas mis la main dessus. Leur patron Dibonan averti, a fait une déclaration

L E U R S O C I E T E

fracassante à la télévision sur la capacité d'intervention de sa police. Il aurait ensuite transporté cet or à son bureau, puis chez lui. C'est là que Dibonan a réussi un véritable tour de magie: comme par enchantement, cet or se serait transformé en cuivre.

Les policiers de l'aéroport qui ne sont pas dupes, se

mordent les doigts: au lieu des 10 % d'or en valeur, qu'ils devraient toucher comme prime, ils n'auront que l'équivalent ... en cuivre.

Ce qui est sûr en tous cas, c'est que s'il s'agissait au départ de 40 kg de cuivre saisis par les douaniers, jamais, une fois chez Dibonan, celui-ci ne se serait transformé en or !

*

*

*

SIERRA LEONE: UNE GUERRE POUR LE CONTROLE DES DIAMANTS

Le Sierra Léone est aujourd'hui, après huit ans de guerre civile, un pays totalement dévasté et sinistré. Sa capitale, Freetown, est devenue un véritable champ de ruines et de désolation. De 600 000 habitants avant la guerre, sa population serait passée à 150 000. Tantôt entre les mains des partisans du RUF (Front Révolutionnaire Uni) de Foday Sankho, tantôt entre celles des "casques blancs" de l'ECOMOG (soldats majoritairement nigériens dépêchés par l'OUA), Freetown vit dans la terreur. 10 à 20 000 civils ont été massacrés en grande partie dans la capitale et ses proches environs. Plus d'un demi-million de Sierra-léonais se sont réfugiés en Guinée et au Libéria

voisins.

La rébellion du RUF a débuté en 1991. Son chef, un ancien militaire, Foday Sankho, voulait imiter le dictateur sanguinaire du Libéria, Charles Taylor, qui, pour assouvir ses ambitions, fit basculer son pays dans l'une des plus grandes tragédies de guerre ethnique que l'Afrique ait connues durant ces dernières décennies.

En 1996 le RUF et le pouvoir de Ahmed Téjan Kabbah parviennent à un "accord de paix" qui volera en éclats l'année suivante (mai 1997) à la suite d'un coup d'Etat militaire de John Paul Koromah soutenu par les forces du RUF. C'est depuis cette date que la guerre civile

s'est intensifiée. Le régime nigérian, voulant rétablir son protégé, Téjan Kabbah, y a dépêché un contingent militaire, croyant qu'il allait pouvoir le faire en toute simplicité. De huit cent militaires en 1997, le contingent militaire nigérian est passé à plus de 10 000 aujourd'hui et celui qu'ils voulaient remettre en selle n'est toujours pas parvenu à reprendre le pouvoir. Le Nigéria y a déjà perdu plus de 700 militaires et son intervention armée dans ce pays lui coûterait environ un million de dollars par jour. Ne pouvant plus y faire face tout seul, les militaires nigériens sont parvenus à faire avaliser leur politique par l'OUA et par l'ONU. Des soldats ghanéens et guinéens sont venus renforcer leurs troupes. Le gouvernement malien aurait, quant à lui, décidé d'y envoyer 400 soldats. Aujourd'hui les forces de l'ECOMOG totaliseraient 15 000 soldats auxquels s'ajoutent les trois ou quatre milles soldats de l'armée nationale du Sierra Léone.

Aujourd'hui encore, bien que les forces du RUF aient été éloignées de la capitale par la dernière offensive de l'ECOMOG, on ne peut pas dire qu'il y a un seul pouvoir en Sierra Léone. En réalité, le pays est entre les mains de plusieurs gangs, de plusieurs seigneurs de guerre que le RUF prétend contrôler. Ses bandes armées sont d'autant plus déterminées à ne pas lâcher leurs territoires qu'ils sont riches en mines de diamant. Chaque chef de guerre voudrait en avoir le contrôle pour s'enrichir. Et il n'est pas impossible que derrière chacun d'entre eux ne se cachent des financiers ou des firmes intéressées par cette pierre précieuse. Des journalistes sur

place y ont fait état de "mercenaires blancs venus des pays de l'Europe de l'Est". Pour les capitalistes intéressés par les diamants, il pourrait s'agir-là d'un "investissement" prometteur en cas de victoire de leur camp.

Les populations civiles souffrent dramatiquement de cette guerre. Elles sont prises en tenailles entre les partisans du RUF et les forces de l'ECOMOG et subissent leurs violences. Les "rebelles" du RUF enrôlent de force des jeunes enfants, les droguent ou les saoulent, puis les arment et leur font commettre des atrocités sur les populations civiles. Ils n'hésitent pas à amputer un bras ou une jambe à quelqu'un qu'ils soupçonnent de ne pas être de leur côté.

Mais les "casques blancs" de l'ECOMOG ne se comportent guère mieux. Ils n'hésitent pas eux aussi à torturer, violer, piller et racketter la population. Dans les zones sous leur contrôle les exécutions sommaires sont monnaie courante. Et cette guerre est loin d'être terminée. Le chiffre de 10 à 20.000 civils massacrés n'est malheureusement que provisoire. Même en cas de victoire de l'une ou de l'autre des factions rivales, les populations pauvres n'en ont rien de bon à attendre.

Cette situation dramatique n'est malheureusement qu'une répétition de situations déjà vécues dans d'autres pays du continent. Elle illustre de manière sanglante la barbarie dans laquelle sombre l'Afrique sous le poids de la misère engendrée par le système capitaliste et des dictatures soutenues par les dirigeants impérialistes.

**UNE RECONNAISSANCE TARDIVE ET HYPOCRITE
DE L'ESCLAVAGE
COMME CRIME CONTRE L'HUMANITE**

Le 18 février dernier, les députés français (à l'exception de ceux de Démocratie Libérale refusant de participer au vote) ont adopté un texte qualifiant de "*crime contre l'humanité*" "*la traite transatlantique et l'esclavage, perpétré à partir du 15^{ème} siècle contre les populations africaines déportées en Europe, aux Amériques et dans l'océan indien*". Ce texte a été présenté par une députée de Guyane (apparentée PS), à l'initiative de groupes indépendantistes des Antilles et de Guyane.

150 ans après l'abolition officielle de l'esclavage, l'Etat français reconnaît tout à fait symboliquement cette barbarie qu'a été l'esclavage comme un crime "*contre l'humanité*", caractérisation réservée essentiellement jusqu'à ce jour à l'extermination des juifs par les nazis durant la deuxième guerre mondiale.

Ce projet de loi ne coûtera rien ni à l'Etat français ni à la bourgeoisie qui s'est enrichie à travers le commerce et l'exploitation des esclaves. Il s'agit tout simplement d'une reconnaissance d'un crime "*historique*" dont la seule portée sera probablement le rajout d'un chapitre supplémentaire dans les manuels d'histoire enseignée dans les écoles.

Rappelons que durant près de quatre siècles d'esclavage, entre 15 et 30 millions

d'Africains furent déportés aux Caraïbes et en Amérique pour être exploités dans les plantations de canne à sucre et de coton. A ceux-là s'ajoutent environ 70 millions de disparus pendant la traite, la chasse et le transport.

C'est cette exploitation féroce qui permit à la bourgeoisie des pays européens de faire fortune et de dominer le monde entier. Une fois l'esclavage aboli, les bourgeois ont reconverti dans d'autres commerces et industries les capitaux accumulés grâce à l'esclavage. Ce sont les descendants de cette même bourgeoisie qui colonisèrent par la suite l'Afrique pour continuer le pillage avec d'autres méthodes mais tout aussi barbares. Et c'est ce même système capitaliste qui est aujourd'hui responsable de la misère et des dictatures sanguinaires qui règnent dans les pays africains. C'est également ce même système qui réduit, au coeur même des métropoles impérialistes, des millions de personnes au chômage et à la misère alors que les profits de la bourgeoisie n'ont jamais été aussi grands.

Enfin, cette reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité n'est qu'une hypocrisie de plus de la bourgeoisie française. Ce crime, il faudra cependant qu'un jour elle le paye. Mais il n'y a que le prolétariat révolutionnaire qui pourra le

lui faire payer en expropriant les richesses qu'elle détient et en mettant en commun toute l'économie au service de l'humanité toute entière. Ce n'est qu'une fois la bourgeoisie

disparue et son système capitaliste mis à la poubelle de l'histoire que l'on pourra dire réellement qu'une page douloureuse de l'histoire de l'humanité sera véritablement tournée.

IL Y A 80 ANS NAISSAIT L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Du 2 au 6 mars 1919, fut proclamée la troisième Internationale, l'Internationale communiste (IC). Malgré le blocus militaire imposé par les grandes puissances, quelques dizaines de délégués représentant les différentes organisations du mouvement communiste naissant, réussissent à se réunir à Moscou. Ce sont les dirigeants du jeune Etat ouvrier et du parti communiste russe qui ont pris l'initiative d'y organiser son congrès de fondation.

Dès 1914 à la veille de l'éclatement de la 1ère guerre mondiale, les dirigeants des principaux partis socialistes d'Europe, et surtout le plus important d'entre eux, le Parti Social-Démocrate allemand (PSD), avaient trahi l'idéal révolutionnaire en acceptant de collaborer avec la bourgeoisie de leurs pays respectifs. Ils votèrent les crédits de guerre et usèrent de leur influence pour faire accepter aux travailleurs la boucherie mondiale dans laquelle les impérialistes les ont jetés.

Lénine et les dirigeants bolcheviques proclamaient dès 1915 que la 2ème internationale avait failli, gangrenée qu'elle

était par l'opportunisme et le chauvinisme des principaux dirigeants socialistes. Ils se posèrent dès lors le problème de construire une nouvelle internationale car à leurs yeux cet objectif est fondamental au prolétariat pour en venir à bout du système capitaliste ignoble qui plongeait l'Europe voire la planète dans une catastrophe sans précédent.

Il s'agissait de construire le parti mondial de la révolution socialiste, l'instrument qui permettrait de coordonner le combat des différents partis communistes mondiaux. Dans les pays où ces partis n'existaient pas, il s'agissait de tout mettre en oeuvre pour que les travailleurs puissent construire au plus vite dans chacun d'eux un authentique parti révolutionnaire.

Le 1er congrès de l'Internationale communiste affirmait que "c'est elle (la classe ouvrière) qui doit instituer l'ordre véritable, l'ordre communiste. Elle doit briser la domination du capital, rendre les guerres impossibles, effacer les frontières entre les Etats, transformer le monde en une vaste communauté travaillant pour elle-même, réaliser la

solidarité fraternelle et la libération des peuples".

Malgré la guerre civile qui faisait rage en Russie, malgré le blocus imposé à la Russie par les impérialismes coalisés, malgré l'état de famine effroyable qui en résultait, il s'agissait pour les dirigeants du jeune Etat soviétique de réussir à planter le drapeau rouge de l'émancipation prolétarienne.

Des milliers de prolétaires de par l'Europe voire du monde entier avaient les yeux tournés vers la Russie. Pour les Bolcheviques, la révolution débutée en Russie n'était que le commencement de la révolution mondiale. Pour Lénine et Trotsky la Russie était un pays sous-développé. C'était le maillon le plus faible par lequel le capitalisme avait cédé. Il n'était pas question pour eux de penser que le prolétariat puisse y construire le socialisme dans les limites de ses seules frontières sans l'aide du prolétariat des pays industriellement développés telle que l'Allemagne.

La fondation de l'IC s'était faite en pleine vague révolutionnaire. En janvier 1919, le prolétariat de Berlin (capitale allemande de l'époque) a subi une lourde défaite. Les dirigeants révolutionnaires allemands, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht ainsi que des milliers de militants communistes étaient sauvagement assassinés par les militaires de cette 1ère république bourgeoise allemande dite socialiste. En février, Bela Kun a pris le pouvoir en Hongrie à la tête d'une insurrection ouvrière. En mars la révolution éclate en Bavière (Allemagne). Des

mouvements révolutionnaires éclataient en Italie et des vagues de grèves s'annonçaient en France.

Pendant toute l'année 1919 un véritable afflux se produisait vers l'IC en même temps que la 2ème Internationale se vidait. Malheureusement la révolution russe fut épuisée car la vague révolutionnaire qui traversa l'Europe finit par être écrasée à cause de la trahison des dirigeants sociaux-démocrates et de la faiblesse et l'inexpérience des jeunes partis communistes. La bourgeoisie européenne victorieuse réussit dans ces conditions à étrangler la révolution. Etouffée, circonscrite à l'intérieur des frontières russes, elle finira par dégénérer. Une caste bureaucratique finira par usurper le pouvoir politique au prolétariat. Dès 1923-24, l'Internationale qui était l'instrument de la révolution socialiste se transformera en instrument de la politique extérieure de la bureaucratie soviétique. Le spectre de la révolution mondiale était écartée pour la bourgeoisie. Staline a dissous l'Internationale en 1943 pour faire plaisir à ses alliés, les impérialistes anglo-américains.

L'IC telle quelle a été incarnée par ses fondateurs Lénine et Trotsky est un héritage précieux pour tous les révolutionnaires. C'est l'immense expérience du mouvement révolutionnaire depuis avant la 1ère guerre mondiale jusqu'à l'après-guerre. Elle a laissé pour les révolutionnaires les voies à suivre pour l'indispensable construction d'une véritable Internationale nécessaire au triomphe de la révolution socialiste mondiale.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur les bourgeois pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire, la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches:

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
 - donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité au respect des autres.
 - favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale
- La présente revue entend dans cette perspective:
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine, et Trotsky
 - combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
 - contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
 - oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.